

Pour un sport populaire et émancipateur, nous avons besoin d'une grande loi de programmation

Tribune

Par Mathilde Ollivier, sénatrice Les Écologistes représentant les Françaises et Français de l'étranger, membre de la commission de la Culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Publié le 17 septembre 2024

La France a vécu pendant deux mois au rythme de la compétition sportive. Les Jeux Olympiques et Paralympiques auront marqué avec enthousiasme nos semaines d'été. Il est indéniable que le succès populaire de ces Jeux illustre l'importance qu'a le sport dans les consciences collectives.

Cette étincelle sportive, si belle soit-elle, ne doit pas cacher les dysfonctionnements et les errances du sport dans notre pays. Nous attendions avec impatience une loi héritage au second semestre de l'année 2024, annoncée par le gouvernement. Ce samedi, lors de la parade des athlètes, le président de la République devait nous en présenter les contours. Mais, comme souvent depuis sept ans, les ambitions se réduisent comme peau de chagrin. Seule annonce tonitruante : la volonté de créer une grande « *Fête nationale du sport* » sur le modèle de la fête de la musique. Dans l'absolu, l'idée est bonne, mais cette initiative reste bien insuffisante si l'objectif de notre pays est de devenir une nation sportive.

L'occasion qui se présente à nous est historique. Nous pouvons enfin consacrer les moyens et inscrire durablement le sport et ses pratiques dans nos politiques publiques.

Nous appelons à une grande loi de programmation du sport pour véritablement consacrer l'héritage des Jeux de Paris 2024

La nation sportive est un horizon souhaitable, à condition qu'elle soit pensée dans un objectif de démocratisation du sport. Une nation sportive, ce n'est pas seulement la haute performance, comme le voudrait le président de la République. Une nation sportive, c'est le droit au sport pour toutes et tous.

Cette feuille de route budgétaire, co-construite avec et pour le monde du sport, doit nous permettre d'affirmer avec force l'objectif d'augmentation des crédits. Nous souhaitons porter les moyens du ministère des sports à 1 % du budget de l'État, contre 0,18 % aujourd'hui.

Dans une période plus instable que jamais, le sport peut et doit rassembler. Nous proposons des pistes prioritaires pour un sport émancipateur et populaire, accessible partout et par tout le monde.

Encourager et convaincre à la pratique du sport sur le temps long

Impressionnés par les performances de Léon Marchand, Pauline Ferrand-Prévot, ou d'autres, de nombreux jeunes expriment leur envie de s'engager ! En suivant les épreuves, les spectateurs se projettent et se mettent à rêver. La pérennité de l'engagement sportif est intrinsèquement liée à la capacité d'accueil des clubs. En effet, sans politique volontariste, les personnes les plus éloignées de la pratique sportive le resteront.

Le point de départ à toute démocratisation du sport est de véritablement consacrer sa pratique à l'École. Aujourd'hui, le temps effectif moyen de l'éducation physique et sportive (EPS) est de moins de 2 heures. Cette matière fondamentale ne doit pas être une variable d'ajustement dans les programmes. Arrêtons avec la vision hygiéniste du sport des « *30 minutes de sport à l'école* », et proposons plutôt d'atteindre les 4 heures effectives d'EPS du CP à la Terminale.

Encourager et convaincre à la pratique c'est aussi investir le sport extrascolaire. Face à la marchandisation croissante et au recul du bénévolat, nous devons massivement soutenir et accompagner le tissu sportif local. Nous devons garantir l'accès au sport à tous les jeunes de ce pays.

La lutte contre les VSS dans le sport depuis trop longtemps repoussée

Une des priorités affichées dans les déclarations de la ministre sortante était la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans le sport (VSS). De nombreux travaux ont révélé les dérives inhérentes au monde sportif. Nous devons tirer les conclusions du Comité¹ porté par Marie-George Buffet et Stéphane Diagana et de la commission d'enquête sur les défaillances dans le sport français dont la députée écologiste Sabrina Sebaihi était la rapporteure.

La protection des pratiquantes et des pratiquants doit être une priorité. Nous sommes en 2024, il n'est plus temps de tergiverser sur les traitements des violences et des discriminations. Il faut en finir avec la loi de l'omerta. Une des réponses est de créer une agence indépendante pour le traitement des VSS dans le sport, signe de confiance envoyé à l'ensemble du monde sportif.

Le Parasport et la question des infrastructures, les grands héritages de ces Jeux

Un des plus précieux héritages doit être de renforcer le parasport et d'avancer vers une société plus inclusive. 48 % des personnes en situation de handicap ne pratiquent jamais d'activité physique et sportive. De l'accueil en EPS, en passant par le manque d'accessibilité aux infrastructures, les inégalités sont extrêmement présentes. Nous proposons de mieux accompagner les collectivités locales dans l'accessibilité de leurs infrastructures et de recruter davantage d'AESH pour permettre aux 430 000 élèves en situation de handicap de suivre les cours de sport.

Enfin, nous devons mener un travail en profondeur sur les infrastructures sportives en France. Selon le rapport de l'INJE² en 2023, 61 % des équipements sportifs ont été mis en service avant 1995, et depuis seulement un tiers ont été rénovés. Le plan du gouvernement, ciblant 5 000 équipements, est insuffisant. La rénovation des infrastructures est un défi majeur pour mieux accueillir les personnes en situation de handicap, favoriser la pratique des femmes et prendre le tournant écologique nécessaire dans le sport.

Ainsi, nous proposons la création d'un fonds de soutien aux collectivités pour le déploiement d'un plan « sport durable ». L'idée est à la fois de promouvoir le sport, de lutter contre la sédentarité par l'aménagement de l'espace public et d'associer la question de la durabilité du sport. Ce fonds doit être accompagné de la création de 10 000 équipements sportifs supplémentaires partout sur le territoire.

La gauche s'est toujours inscrite dans les pas du sport émancipateur et populaire. Lors des législatives, le Nouveau Front Populaire était la seule force à proposer un programme pour le sport. Aujourd'hui, nous demandons une grande loi de programmation afin de faire vivre l'esprit des Jeux et d'entamer une véritable démocratisation de la pratique du sport en France.

Le sport est un creuset de démocratie. Il rassemble autour d'un objectif commun, forge l'esprit d'équipe et les valeurs de solidarité. Alors maintenant à nous, politiques, de nous placer sur la ligne de départ. Les possibilités sont immenses !

1. <https://www.sports.gouv.fr/remise-du-rapport-du-comite-national-pour-renforcer-l-ethique-et-la-vie-democratique-dans-le-sport> ←
2. https://injep.fr/tableau_bord/les-chiffres-cles-du-sport-2023-pratiques-sportives-des-francais/ ←